

Sous la direction de Mikaël Chambru, Muriel Lefebvre
et Elsa Poupardin

La communication des sciences

Vulgariser, politiser, médiatiser

PUG

**La collection «Communication, médias et sociétés»
est dirigée par Pierre Mœglin et Isabelle Pailliar**

- B. Miège, *La numérisation en cours de la société. Points de repères et enjeux*, 2020
- B. Legendre, *Ce que le numérique fait aux livres*, 2019
- F. Le Cam & D. Ruellan, *Émotions de journalistes. Sel et sens du métier*, 2017
- J. Caune, *La médiation culturelle. Expérience esthétique et construction du Vivre-ensemble*, nouvelle édition revue et augmentée, 2017
- R. Hadj-Moussa, *La télévision par satellite au Maghreb et ses publics. Espaces de résistance, espaces critiques*, 2015
- V. Lépine, F. Martin-Juchât, C. Millet-Fourrier (dir.), *Acteurs de la communication des entreprises et organisations. Pratiques et perspectives*, 2014
- P. Bouquillion, B. Miège & P. Mœglin, *L'industrialisation des biens symboliques. Les industries créatives en regard des industries culturelles*, 2013.
- D. Ruellan, *Nous, journalistes. Déontologie et identité*, 2011
- D. Marchetti, *Quand la santé devient médiatique. Les logiques de production de l'information dans la presse*, 2010
- B. Miège, *L'espace public contemporain. Approche Info – communicationnelle*, 2010
- C. Ollivier-Yaniv et M. Rinn (dir.), *Communication de l'État et gouvernement du social. Pour une société parfaite?*, 2009
- P. Bouquillion, *Les Industries de la culture et de la communication. Les stratégies du capitalisme*, 2008
- D. Marchetti (dir.), *Communication et médiatisation de l'État. La politique invisible*, 2008
- J. Le Bohec, *Élections et télévision*, 2007
- D. Ruellan, *Le journalisme ou le professionnalisme du flou*, 2007
- P. Mœglin, *Outils et médias éducatifs. Une approche communicationnelle*, 2005
- I. Pailliar (textes réunis par), *La Publicisation de la science. Exposer, communiquer, débattre, publier, vulgariser. Hommage à Jean Caune*, 2005
- M. Coman, *Pour une anthropologie des médias*, 2003
- J. Caune, *La culture en action. De Vilar à Lang: le sens perdu*, 1999
- J. Caune, *Pour une éthique de la médiation. Le sens des pratiques culturelles*, 1999
- D. Jacobi, *La communication scientifique. Discours, figures, modèles*, 1999

•
**Dernières parutions
dans la collection «Communication en plus»**

- O. Thuillas et L. Wiart, *Les plateformes à la conquête des industries culturelles*, 2023
- L. Petit, *L'éducation aux médias et à l'information*, 2020
- B. Lafon (dir.), *Médias et médiatisation. Analyser les médias imprimés, audiovisuels, numériques*, 2019
- S. De Iulio, *Étudier la publicité*, 2016
- S. Olivesi (dir.), *Sciences de l'information et de la communication. Objets, savoirs, discipline*, 2013

Liste des contributeurs et contributrices

François Allard-Huver est maître de conférences à l'Université catholique de l'Ouest (UCO), Angers, chercheur au Centre de recherche Humanités et sociétés (CHUS). Il est actuellement co-responsable académique de la licence Information-communication et directeur scientifique de l'Académie des controverses et de la communication sensible (ACCS).

Julia Bonaccorsi est professeure des universités à l'université Lumière Lyon 2, chercheuse dans l'équipe de recherche de Lyon en sciences de l'information et de la communication (Elico). Elle est vice-présidente « Transitions, sciences et société, relations partenariales » de son université depuis 2021, et responsable du parcours de master Médiations, usages, savoirs et expertises de la mention Information-communication de Lyon 2 (2014-2025).

Marie-Christine Bordeaux est professeure des universités à l'université Grenoble Alpes (UGA), chercheuse au sein du Groupe de recherche sur les enjeux de la communication (Gresec). Elle a été codirectrice de rédaction de la revue *Culture & Musées* (2014-2020), vice-présidente Culture et culture scientifique de l'UGA (2016-2023) et responsable pédagogique du master Communication et culture scientifique de l'UGA (2008-2017).

Vincent Carlino est maître de conférences à l'Université catholique de l'Ouest (UCO), Nantes, chercheur au Centre de recherche Humanités et sociétés (CHUS). Il est actuellement responsable pédagogique de la licence 3 Information-communication.

Mikaël Chambru est maître de conférences à l'université Grenoble Alpes, membre du Gresec et responsable du master Communication

et culture scientifique et technique depuis 2017. Au sein de la Maison des sciences humaines (MSH) Alpes, il est le coordinateur scientifique de l'Observatoire sciences-société (OSS) depuis 2023.

Philippe Chavot est maître de conférences à l'université de Strasbourg, chercheur au Laboratoire interuniversitaire des sciences de l'éducation et de la communication (Lisec). Il est le responsable pédagogique du parcours Médiation et communication scientifique du master Information-communication de l'université de Haute Alsace et coordonne le groupe de travail Sciences sociales de l'Institut thématique interdisciplinaire (ITI) Géosciences pour la transition énergétique.

Gabriel Gallezot est maître de conférences à l'université Côte d'Azur, chercheur au laboratoire TransitionS : Savoirs, Médias et Territoires. Il a été co-responsable de l'unité régionale de formation à l'information scientifique et technique (Urfist) Méditerranée (2002-2025) et directeur du Groupement d'intérêt scientifique « Réseau des Urfist » (2017-2020).

Guylaine Guéraud-Pinet est maîtresse de conférences à l'université Grenoble Alpes (UGA), chercheur au Groupe de recherche sur les enjeux de la communication (Gresec). Elle est actuellement cheffe adjointe du département métiers du multimédia et de l'internet (MMI) de l'IUT 1 de Grenoble.

Daniel Jacobi est professeur émérite à l'université d'Avignon, chercheur au centre Norbert-Elias (UMR-CNRS 8562), au sein de l'équipe Culture & communication qui, entre autres, conduit des recherches sur le patrimoine, sur les musées et sur le média exposition comme sur les médiations culturelles et les publics de la culture.

Camille Jutant est maîtresse de conférences à l'université Lumière Lyon 2 et chercheuse au laboratoire Elico. Elle est responsable de la mention de master Direction de projets et d'établissements culturels et co-responsable du pôle de spécialité interdisciplinaire Médiation et création de l'université Lumière Lyon 2.

Muriel Lefebvre est professeure des universités à l'université Toulouse Jean-Jaurès, membre du Lerass et responsable du master Médiations scientifiques, techniques et patrimoniales depuis 2016. Elle est également vice-présidente déléguée « science et société » de son établissement depuis 2023.

Mélanie Le Forestier est maîtresse de conférences à l'université Toulouse Jean-Jaurès (UT2J), chercheuse au Laboratoire d'études et de recherches appliquées en sciences sociales (Lerass). Elle est responsable du parcours Médiation culturelle et études visuelles du master Culture et communication, membre du comité de rédaction du magazine *Mondes sociaux* du Labex Structuration des mondes sociaux (SMS) et coordinatrice de la chaîne Avides de recherche.

Anne Masseran est maîtresse de conférences à l'université de Strasbourg et responsable du master Communication internationale. Elle effectue ses recherches au sein du Laboratoire interuniversitaire des sciences de l'éducation et de la communication (Lisec), est membre associée au Centre de recherche sur les médiations (Crem) et s'intéresse aux questions de communication relatives au champ sciences-techniques-sociétés.

Grégoire Molinatti est maître de conférences à l'université de La Réunion où il est responsable du master Information et communication et directeur adjoint du Laboratoire de recherche sur les espaces créoles et francophones (LCF).

Anne Piponnier est professeure des universités émérite à l'université de Lorraine, chercheuse au Centre de recherche sur les médiations (Crem). Elle a été vice-présidente du Conseil national des universités (CNU) section 71 (2020-2023). Elle est cofondatrice et codirectrice de la série « Parcours indisciplinaires » au sein de la collection « Sciences et société » aux éditions L'Harmattan.

Elsa Poupardin est maîtresse de conférences à l'université Paris Cité, membre du Cerilac et directrice d'étude du master Audiovisuel, journalisme et communication scientifique depuis 2023. Elle a également été responsable du master Communication scientifique à l'université de Strasbourg de 2009 à 2022.

Introduction

MIKAËL CHAMBRU, MURIEL LEFEBVRE ET ELSA POUPARDIN

Vingt ans après la publication de *La publicisation de la science* (Pailliant, 2005), cet ouvrage propose une analyse actualisée des modalités et des pratiques de « mise en public » des sciences. Même si l'idée d'une « communication scientifique » cohérente et unifiée est critiquée de longue date – notamment en raison des risques liés à une vision homogène et réductrice de la science, de la communication et du langage scientifique (Jacobi, 1999) –, il n'en demeure pas moins que les pratiques de communication portant sur les sciences, qu'elles relèvent ou non de la vulgarisation, et quels que soient les publics concernés, n'ont cessé de se développer et d'impliquer de nouveaux acteurs. Reconnue comme une pratique professionnelle à part entière, et adossée à des filières de formation spécifiques (Läugt, 1998), la communication scientifique a connu, depuis les années 2000, un développement significatif, en particulier au sein des institutions de recherche. Cette évolution résulte de l'implication conjointe d'une diversité d'acteurs (chercheurs, professionnels de la communication, vulgarisateurs, médiateurs, journalistes), de l'émergence de nouveaux dispositifs socio-techniques (réseaux socio-numériques, plateformes créatives, etc.), ainsi que de l'impulsion donnée par diverses politiques publiques, nationales et européennes, en faveur du rapprochement entre science et société. En parallèle, ses supports, formats et modalités de mise en œuvre se sont largement diversifiés : cette démultiplication a participé à la « fragmentation et diffraction sociale des lieux et des techniques de diffusion des savoirs qui déterminent d'autres formes de circulation » tout en étant plus difficile

à saisir, à décrire et à analyser (Quet, 2014, p. 658). En tant qu'objet de recherche, la communication scientifique s'est historiquement développée dans le sillage des études sociales des sciences (*science studies*) qui ont analysé la science en tant qu'activité sociale et étudié les coulisses de sa production (Pestre, 2006), avant de s'affirmer comme un domaine de recherche à part entière des sciences de l'information de la communication (Sic).

La science conquise par la communication

Quelles que soient ses formes, la communication scientifique est constitutive même de l'activité de production des connaissances : c'est par l'échange, par le partage d'informations et par le système de publications que les sciences se développent (Hagstrom, 1975). Communication et recherche scientifique sont indissociables, de telle sorte qu'il existe un « système de communication scientifique » dans tout processus de recherche (Garvey, 1979) fonctionnant comme un système social universel s'adaptant aux évolutions des modalités de communication. La communication scientifique est également indispensable à la survie et à la quête permanente d'autonomie du champ scientifique, tout en étant simultanément un lieu de pouvoir pour des scientifiques en compétition cherchant à faire reconnaître la valeur de leur production scientifique (Bourdieu, 1976). Un impératif communicationnel s'impose aux chercheurs, s'ils veulent être visibles et obtenir de la reconnaissance au sein de la communauté scientifique. Sont en jeu : leurs conditions symboliques et matérielles d'existence, leur carrière et leur notoriété, la légitimité des lieux de production, la hiérarchisation des rapports de domination, etc. Autrement dit, la communication est un élément à part entière de la pratique scientifique qui nécessite une réflexivité critique (Le Marec, 2002). La professionnalisation des activités de communication scientifique, confiées à des services spécialisés, contribue à leur autonomisation progressive vis-à-vis du travail de recherche (Babou et Le Marec, 2008). Ce processus se traduit par une moindre implication des chercheurs dans les choix et orientations de la communication, alors même que celle-ci participe pleinement à la définition et à la reconnaissance de leur activité scientifique.

La part communicationnelle de l'activité scientifique se déploie de façon endogène de telle sorte qu'une « institution scientifique ressemble somme toute à un média, plus spécifiquement à une institution médiatique d'information » (Véron, 1997). Elle se déploie aussi de manière exogène au champ scientifique. La communication scientifique a donc à voir avec l'espace public et les relations « sciences-société ». La circulation sociale des connaissances scientifiques révèle la dimension politique et idéologique des sciences et les enjeux de pouvoir dont elle fait l'objet (Roqueplo, 1974). Les sciences se trouvent, de fait, mobilisées dans l'espace public par divers acteurs sociaux en lutte pour l'énonciation publique du « vrai » et de la « vérité » dont l'une des formes les plus récentes est la question des *fake news* (Bodin et Chambru, 2019). Plus largement, la vulgarisation participe historiquement, par sa façon de présenter les connaissances scientifiques comme achevées et hors de leurs conditions de production, à renforcer le prétendu fossé entre science et société qu'elle prétend combler (Jurdant, 2009).

Fondant sa légitimité sur son refus de mobiliser ce type de pratique unidirectionnel de communication des sciences et revendiquant une dimension interactive par rapport à celle-ci, la médiation scientifique ne diffère pourtant pas fondamentalement de la vulgarisation scientifique au sens où elle se donne, elle aussi, comme mission, de favoriser les échanges entre chercheurs et non chercheurs, entre les « sciences » et la « société » (Bergeron, 2016). Malgré les divergences apparentes entre les deux notions, vulgarisation et médiation sont toutes deux abordées dans une perspective fonctionnaliste et instrumentale : elles sont pensées comme des outils destinés soit à promouvoir la science dans la société, soit à clarifier les relations entre sciences et société.

Les transformations de la structure du champ scientifique (Gingras et Gemme, 2006) ont progressivement conduit les différents acteurs impliqués à mobiliser la communication scientifique comme un outil stratégique, un principe de financement et de gestion des conflits (Quet, 2014). Cette logique instrumentale s'accompagne d'une multiplication des injonctions à renforcer les liens entre sciences et société, ce qui alimente en retour l'intérêt pour la communication scientifique. Ce mouvement circulaire conduit à une mobilisation croissante de la communication comme levier de légitimation ou

de diffusion, au détriment de ses dimensions réflexive, critique ou dialogique. La communication scientifique se trouve prise entre des attentes stratégiques portées par les institutions et des enjeux plus profonds de transformation des rapports sciences-société. Par ailleurs, cette mise en tension entre un supposé domaine « scientifique » et un domaine « social » repose sur des présupposés normatifs et épistémologiques implicites, jamais réellement démontrés de manière empirique, mais simplement présentés comme des évidences (Chambru, 2021). Située à l'articulation entre le champ scientifique et les autres champs sociaux, la communication est devenue un point de cristallisation des enjeux environnementaux, sociaux, économiques et politiques auxquels sont confrontées les sociétés contemporaines (Chavot et Masseran, 2010).

Une emprise de la vulgarisation scientifique

Dans l'espace francophone, les recherches en communication scientifique ont été initialement construites autour d'une analyse très critique de la vulgarisation, envisagée comme une forme particulière de pratique communicationnelle. Ces travaux soulignent ses dimensions idéologiques et politiques (Jurdant, 1969), mais aussi la manière dont les publics la consomment pour se démarquer socialement (Boltanski et Maldidier, 1977). Des recherches la comparent également à d'autres mouvements de diffusion des sciences telle la science populaire (Bensaude-Vincent et Rasmussen, 1997), tandis que d'autres l'analysent comme une technique langagière spécifique donnant à voir une pluralité de pratiques et se distinguant de l'éducation formelle et académique (Jacobi et Schiele, 1988). De ces recherches s'impose progressivement l'idée selon laquelle la vulgarisation scientifique constitue une modalité de « mise en public » des sciences dont il faut redéfinir le projet (Schiele, 1983). La vulgarisation servirait avant tout les chercheurs eux-mêmes : d'une part, elle offre aux chercheurs un espace de réflexivité sur leurs propres travaux (Jurdant, 2009) tout en procurant, aux non-spécialistes, l'illusion d'une science détachée de tout énonciateur ; d'autre part, elle constitue, à certains moments de la carrière, une ressource stratégique pour progresser dans le champ scientifique (Boltanski et Maldidier, 1970).

Cependant, des recherches en Sic s'attachent à revaloriser l'acte de vulgariser en réexaminant ses prémices pour mettre en exergue son inventivité et sa fonction sociétale (Raichvarg et Jacques, 1991). En procédant à une déconstruction des différentes représentations communes de l'activité de vulgarisation comme diffusion, traduction ou encore médiation, elle devient un genre littéraire propre présenté comme l'« autobiographie de la science » (Jurdant, 1993) ou comme une « poétique de la science » qui se caractérise par un contrat de communication spécifique (Jeanneret, 1994). La vulgarisation scientifique s'inscrit dans des logiques historiques, sociales et culturelles qui influencent la manière dont les discours et les images de la science sont produits et transformés. Elle doit aussi composer avec les relations complexes entre sciences, médias et société (Babou, 2004).

Au fil des décennies, la vulgarisation est devenue un domaine d'étude de la communication scientifique très actif des recherches en Sic, se renouvelant à mesure que les pratiques professionnelles se diversifient, au travers notamment du développement de nouvelles techniques d'information et de communication (Cartellier, 2010), avec l'institutionnalisation de nouvelles manifestations événementielles de culture scientifique (Lemerle, 2021) ou encore avec l'irruption de nouveaux acteurs s'engageant dans cette mise en récit du monde social (Bodin, 2022).

Au-delà du seul terme de « vulgarisation », les recherches en Sic sur la communication scientifique se sont développées dans plusieurs directions :

- sa professionnalisation dans les institutions scientifiques et l'émergence d'une communication publique des sciences (Fayard, 1988 ; Babou et Le Marec, 2008) ;
- les mutations des pratiques de communication des chercheurs au sein du champ scientifique (Schöpfel, 2008 ; Boukacem-Zeghmouri et Dillaerts, 2018) ;
- les médiations scientifiques et les usages sociaux des savoirs issus de la recherche académique (Bordeaux et Chambru, 2025) ;
- la médiatisation des sciences et des chercheurs (Cheveigné, 1997 ; Lipani et Pascal, 2020) et l'émergence du genre spécialisé du journalisme scientifique (Joux, 2023) ;

- la patrimonialisation des sciences et des activités de recherche (Cuenca, 2018 ; Lefebvre et Jolivet, 2020) ;
- la participation des publics dans la mise en culture des sciences (Chavot et Masseran, 2010) et dans les politiques du savoir (Quet, 2014) ;
- les relations entre la communication scientifique et les dimensions normatives de l'espace public (Rasse, 2001 ; Gerhards et Schäfer, 2009) ainsi que la place des controverses publiques autour des sciences dans la constitution des problèmes publics (Chambru, 2021).

Sans prétendre à l'exhaustivité, ces quelques exemples de directions prises par les recherches en Sic montrent comment l'analyse des modalités de « mise en public » des sciences que sont « exposer, débattre, publier, vulgariser, communiquer » (Pailliart, 2005) a progressivement été enrichie ces vingt dernières années.

Le succès des modèles de communication scientifique

Depuis les années 1980, les initiatives de communication scientifique, largement financées par les pouvoirs publics, se sont multipliées. Pour mieux saisir les relations entre ces pratiques et leurs discours d'accompagnement, les sciences humaines et sociales – en particulier les Sic – ont élaboré divers modèles théoriques visant à les décrire et à les classer. Ces modèles relèvent d'une approche dite « fonctionnaliste » de la communication scientifique. Ils s'intéressent moins à la diversité des acteurs, des dispositifs ou des supports qu'aux objectifs pratiques de la communication. Leur apport principal réside dans la mise en lumière des présupposés normatifs, c'est-à-dire des idées implicites sur ce que cette communication devrait être ou produire.

Le modèle du déficit

Le « modèle du déficit » a été conceptualisé pour décrire un ensemble de pratiques existantes depuis le milieu du XIX^e siècle (Wynne, 1993) et regroupe de fait une partie importante des pratiques de communication scientifique. Il a aussi été nommé « modèle de l'instruction publique » (Callon, 1998).

Le « modèle du déficit » comporte plusieurs sous-courants fondés sur une même hypothèse centrale : la vulgarisation scientifique vient

éduquer un public perçu comme profane, passif et peu compétent, supposé devoir acquérir des connaissances scientifiques pour, selon les cas, améliorer sa vie quotidienne, adhérer aux innovations techniques ou légitimer les décisions prises au nom de la science. L'idée sous-jacente étant que, si le public est opposé aux découvertes scientifiques et techniques, c'est parce qu'il manque d'informations scientifiques. Il suffirait donc de mieux l'éduquer pour dissiper ses peurs et obtenir son adhésion (Chavot et Masseran, 2010). Ce postulat, qui constitue encore aujourd'hui le soubassement implicite de nombreuses initiatives institutionnelles, était formulé de manière beaucoup plus explicite dans les textes officiels des années 1980.

Le « modèle du déficit » repose sur trois présupposés : d'une part, que le public auquel cette information s'adresse n'a aucune expertise propre et, de fait, réagit de manière similaire, quel que soit le choix des sujets à traiter. Il sous-entend également que les chercheurs sont les plus à même de décider des thèmes à aborder. Enfin, il induit que toute augmentation du contact avec la science (grâce aux médias) générerait automatiquement une reconnaissance de cette dernière.

Critiqué aujourd'hui par les Sic, il n'en reste pas moins largement mobilisé par les acteurs de la culture scientifique et technique. Ce type de discours se retrouve en général dans tous les textes qui font référence à l'expression « *public understanding of science* » (PUS). Ce dernier terme regroupe des initiatives qui tentent d'adapter le contenu aux différents contextes dans lesquels les publics les reçoivent (Maleki, 2014) mais qui reste dans le « modèle du déficit ».

L'un des courants issus de ce modèle met particulièrement en avant la dimension culturelle de la science, prolongeant la réflexion dont Snow est à l'initiative sur une société divisée en « deux cultures », sciences et humanités, coexistant sans réelle compréhension mutuelle (Snow, 1959). Les projets qui insistent sur l'importance d'une « *scientific literacy* » (Miller, 1983) ou l'« alphabétisation scientifique » du public, qui mettent en avant l'importance d'un bagage minimal en science, composés de faits ou de compréhension du fonctionnement de la recherche (Durant, 1994) relèvent de cette branche. Cette idée est reprise sous une forme légèrement différente en France où il s'agit de « mettre la science en culture » (Lévy-Leblond, 1986) en insistant sur l'importance de former les chercheurs en « sciences dures », à

l'histoire de leur discipline et plus généralement aux sciences sociales ou à la littérature. Cette dernière variation du modèle s'incarne par exemple dans les manifestations dans lesquelles arts et sciences sont entremêlés (Bordeaux, 2022).

Les modèles participatifs

Ils rassemblent deux types d'initiatives souvent distinguées dans les classifications analytiques, car elles obéissent *a priori* à des objectifs qui pouvaient initialement paraître distincts : d'un côté, celles relevant des modèles du débat public et de la coproduction des savoirs (Callon, 1998), de l'autre, celles associées aux modèles dialogique et participatif (Irwin et Wynne, 1996 ; Miller, 2001). Ce rapprochement s'explique par une convergence progressive des pratiques et des justifications mobilisées, qui rendent aujourd'hui ces modèles difficilement distinguables sur le terrain.

Les actions qui relèvent du « modèle participatif » se signalent par leur insistance sur la nécessité d'un « débat public » ou du « dialogue » (*public engagement with science*). Le modèle englobe de manière assez large des actions qui proposent une vision plus complexe du public, perçu comme actif, pluriel et non homogène, et se propose généralement d'impliquer, de manière plus symétrique, les différents acteurs de la communication. L'usage des termes d'*empowerment*, d'engagement ou de participation signale généralement que les actions proposées s'insèrent dans ce modèle (Millerand, 2021).

Inspirées des mouvements sociaux et des idéaux de démocratie directe des années 1960 et 1970, les actions de ce modèle sont largement soutenues par les institutions politiques et scientifiques, notamment en réponse à la crise de légitimité qui affecte ces institutions depuis les années 1990. Deux grands types de discours sont présents dans ce modèle : d'une part, ceux qui favorisent la participation aux décisions politiques relatives à l'orientation de la recherche et aux choix techniques, d'autre part, ceux qui visent la coproduction directe de savoirs scientifiques et techniques, comme dans les projets de recherche participative communautaire. Le premier type peut être illustré par les conférences de citoyens organisées sur des sujets comme les nanotechnologies ou les déchets radioactifs, où les participants sont invités à délibérer et à formuler des recommandations. Le second renvoie

à des initiatives où des chercheurs collaborent avec des groupes de citoyens pour produire des données et des analyses, par exemple dans des enquêtes visant à comptabiliser le nombre d'insectes sur les pare-brise ou à mesurer l'exposition à des polluants locaux.

Dans le premier cas, les actions visent avant tout à élargir le débat public par une délibération ouverte et par un examen collectif des questions scientifiques (Macq *et al.*, 2020). Cette rhétorique politique et institutionnelle, notamment portée par l'Union européenne (Felt, 2010), envisage aussi la délibération publique (forums, débats, consultations) comme un levier d'efficacité et de compétitivité. Elle permettrait de renforcer la confiance du public envers les sciences mais aussi de stimuler l'innovation en rendant les techniques plus adaptées aux attentes sociales. Elle est également censée prévenir les controverses en intégrant en amont les valeurs, les attentes et les craintes des « citoyens ». Cette double rhétorique, à la fois démocratique et utilitariste, est particulièrement présente dans les projets financés sous le label « science avec et pour la société » (SAPS) fondée sur la politique publique européenne « *science with and for society* ». Toutefois, si ces dispositifs affichent une volonté d'ouverture, ils tendent en réalité à cantonner les citoyens à l'expression de leurs valeurs ou de leurs perceptions, tout en réservant aux experts le monopole sur les dimensions techniques du débat (Irwin, 2010).

Dans le second type de dispositifs, l'accent est mis sur la coproduction des savoirs. À l'instar des démarches délibératives, ces initiatives visent à améliorer la compréhension du fonctionnement de la recherche et à renforcer les liens entre science et société. Toutefois, elles poursuivent également des objectifs d'ordre politique et économique, en s'inscrivant dans le cadre plus large du mouvement pour la « science ouverte ». Ainsi, les actions de recherche « participatives » promeuvent bien souvent l'accès ouvert aux résultats de la recherche (données brutes, récits de recherche, formats originaux de restitution), et tentent de valoriser la production de supports racontant « l'aventure scientifique » sous forme de publications non académiques (bandes dessinées, slams, etc.). En encourageant la mobilisation de forces bénévoles et en soutenant le caractère « répliatif » de la recherche grâce à la transparence des protocoles de recherche, ces projets offrent la possibilité de mettre en place des études à grande échelle avec

moins de moyens et d'introduire une forme de surveillance distribuée, le regard des citoyens ou des pairs prévenant les dérives ou les manquements à l'intégrité.

Cette insistance à « engager » les publics est souvent entendue de manière diverse selon les contextes et les acteurs (Weingart *et al.*, 2021). Toutefois, cette approche s'est rapidement imposée dans les discours scientifiques et politiques, remplaçant progressivement les références à la « culture scientifique », au « *public understanding of science* » ou à la « *scientific literacy* ». Cette évolution s'est également accompagnée d'une dévalorisation relative des initiatives axées sur l'enseignement des sciences, la communication publique ou la promotion d'une culture scientifique, au profit de dispositifs misant sur la participation active (Conceição *et al.*, 2020).

Chacun de ses modèles peut être envisagé comme un paradigme ayant, à un moment donné, structuré les conceptions et les pratiques de communication scientifique. Le « modèle du déficit » reste le plus fréquemment mobilisé, porté par une vision paternaliste de la science, partagée aussi bien par certains chercheurs que par les décideurs politiques et les acteurs de la culture scientifique. S'en affranchir demande de la réflexivité, tant il demeure profondément enraciné dans les représentations dominantes. À l'inverse, les modèles plus attentifs aux attentes du public ou à l'inscription de la science dans les processus décisionnels se heurtent à des contraintes plus fortes : ils exigent dialogue, reconnaissance des savoirs profanes et redistribution du pouvoir symbolique.

Ces paradigmes ne se sont pas succédé selon une logique chronologique simple : ils coexistent fréquemment au sein d'un même pays, d'un dispositif ou d'un appel à projets (Brossard et Lewenstein, 2010). Les enquêtes Eurobaromètre, qui évaluent régulièrement les connaissances et attitudes des citoyens européens à l'égard de la science et de la technologie, reflètent l'évolution de ces préoccupations : d'abord centrées sur le niveau de connaissances scientifiques du public, elles se sont ensuite orientées vers l'évaluation de la confiance accordée aux institutions scientifiques, à leurs représentants, ainsi qu'aux attentes suscitées par la recherche. Chaque modèle – et les sous-modèles qui en découlent – véhicule ainsi une conception particulière de la science, de son fonctionnement, des rôles assignés aux différents

acteurs, et des formes de relation possibles entre sciences et société (Van der Auweraert, 2005).

Une communication scientifique en mutation

Malgré son succès persistant dans les recherches en Sic, l'approche analytique fondée sur les modèles de communication scientifique présente une limite épistémologique inhérente : elle repose sur une conception fonctionnaliste de la communication. Elle tend ainsi à réduire la communication scientifique aux seuls outils qu'elle utilise et la limite à un processus linéaire et rationnel de diffusion des connaissances scientifiques dont il faudrait évaluer l'efficacité potentielle afin d'en améliorer ensuite la portée présumée sur les publics. Cette approche restrictive de ce que sont la communication et son imbrication dans le social engendre des effets de réalité : les praticiens de la communication scientifique s'approprient en effet ces modèles pour justifier leurs actions. Cela contribue *in fine* à la production d'un sens commun qui limite les possibilités de penser la communication scientifique et ses enjeux de pouvoir de manière globale, tant sur le plan empirique que sur le plan conceptuel (Quet, 2014).

19

De même, médiation, communication, dissémination, diffusion, culture scientifique constituent autant de termes employés tour à tour par des acteurs très différents pour décrire des actions qui correspondent à des contextes et à des objectifs pluriels. La terminologie est d'autant moins stabilisée qu'elle recouvre à la fois des actions revendiquées par des professionnels et des institutions, mais également des concepts appréhendés par les chercheurs. Le terme de « vulgarisation » a longtemps été utilisé, alors même qu'il était considéré comme péjoratif, descendant et unidirectionnel, avant que celui de « médiation » ne soit mis sur le devant de la scène. La médiation scientifique, construite sur le succès de la médiation culturelle (Bordeaux et Caillet, 2013), s'appuie sur la nécessaire présence, selon les acteurs de la vulgarisation, d'un « troisième homme » (Moles et Oulif, 1967), sur la nécessité de passer par un véhicule culturel et sur l'importance d'une présence physique et d'un échange. Son succès s'explique aussi par le fait qu'elle justifie son bien-fondé par son inscription dans des lieux consacrés et sa réalisation par des professionnels formés (Bergeron, 2016), ainsi que comme une réponse adaptée à la perte de

confiance dans l'association « sciences-progrès sociaux » et à l'implication des sciences dans d'autres champs sociaux (Caune, 2008).

Dans ce contexte, les recherches portant sur la communication scientifique s'inscrivent à la croisée de différents domaines des Sic : que ce soit la communication des organisations, la communication publique, la communication politique, la communication médiatique, la communication culturelle, la communication entre chercheurs, la médiation, la vulgarisation. Cet ouvrage ne fait pas exception puisqu'il se présente comme une synthèse des recherches actuellement menées en Sic actualisant les précédents ouvrages s'étant engagés dans cette même direction (Pailliant, 2005) ou ayant fait le choix de présenter une somme de cas d'étude (Le Marec et Babou, 2005 ; Hert et Paul-Cavallier, 2007 ; Bordeaux et Cartelier, 2015). Bien qu'inhérente aux sciences, la communication scientifique a en effet connu ces vingt dernières années des mutations au gré de l'évolution conjointe du fonctionnement du champ scientifique, des politiques publiques en faveur du rapprochement entre sciences et société et de l'émergence de nouvelles techniques d'information et communication.

20

Ces mutations traduisent l'emprise croissante des logiques de relations publiques sur la manière dont les sciences sont rendues visibles dans l'espace public. Elles s'accompagnent de l'émergence de situations communicationnelles inédites, marquées par l'hybridation des modalités de vulgarisation, de politisation et de médiatisation. Pour citer un exemple, on peut évoquer les dispositifs de communication mis en place autour des rapports du Giec. Les conférences de presse, vidéos de vulgarisation et infographies diffusées par les institutions scientifiques relèvent des logiques des relations publiques : elles valorisent des figures d'expertise, structurent des messages clés et cadrent étroitement les interactions avec les médias. Dans le même temps, ces contenus circulent dans des espaces médiatiques et numériques où ils sont repris, discutés et parfois instrumentalisés dans des débats publics fortement polarisés.

En adoptant une perspective critique, cet ouvrage montre que les mutations contemporaines de la communication scientifique, souvent présentées par les acteurs comme des innovations ou des ruptures, traduisent avant tout l'emprise croissante des logiques de relations publiques sur les modalités de mise en visibilité de la science

dans l'espace public. La normalisation, voire la codification, des pratiques jugées légitimes, s'accompagne de l'émergence de situations communicationnelles inédites. Formats, finalités et registres discursifs se diversifient. La communication scientifique devient un espace hybride : tout en visant à informer, elle mobilise des formes narratives et visuelles empruntées au marketing, et peut dès lors être perçue comme une prise de position politique.

À travers les différents objets qu'il examine, cet ouvrage met en lumière les transformations qui, plus que jamais, affectent en profondeur le fonctionnement du champ scientifique contemporain et ses médiations avec les autres sphères sociales.

L'une des mutations les plus significatives réside dans l'affirmation croissante du rôle que les chercheurs sont appelés à jouer dans la publicisation des sciences, alors même que, paradoxalement, les formes concrètes de leur engagement tendent à être invisibilisées par l'attention croissante portée aux relations sciences-société et à leurs professionnalisations. Les pratiques des chercheurs, rarement mentionnées dans les rapports d'avancement ou les évaluations des laboratoires, ne sont pas reconnues comme relevant d'une activité professionnelle légitime. Elles sont perçues comme marginales, sans véritable enjeu politique ou épistémologique, et ne sont dès lors ni valorisées ni intégrées aux formes instituées de reconnaissance académique (Lefebvre, 2025).

Ces formes d'engagements sont pourtant plurielles. Elles s'expriment aussi bien à travers des prises de position publiques dans des contextes de controverse relative à des questions sociétales (Bonneuil, 2006) que par des participations à des mouvements sociaux (Quet, 2013) ou encore par le dévoilement des cheminements de pensée, de leurs doutes et des étapes méconnues du travail scientifique (Poupardin et Fauray, 2018). Elles peuvent également prendre la forme d'une expertise scientifique, d'aide à la décision (avis, rapports, auditions) ou d'interventions dans des cadres variés (syndicat, comité scientifique dans les parcs naturels ou les musées, formation continue, etc.). Si ces formes d'engagement ne sont pas inédites, elles doivent être comprises et lues dans un contexte contemporain marqué par de nouvelles valeurs et fonctions. La place des scientifiques dans les conflictualités sociales, tout comme leur légitimité face aux autres

acteurs publics, n'est plus la même. Les tensions entre publicisation et privatisation, entre politisation et dépolitisation des rapports entre sciences et société, peuvent dès lors être comprises à la fois comme les effets et les moteurs de cette diversité de formes d'engagement.

Dans un contexte marqué par une porosité croissante des frontières entre science et société, cet ouvrage propose de considérer l'engagement des chercheurs dans l'espace public comme une composante structurante des processus contemporains de publicisation des sciences. Qu'ils s'agissent de vulgariser, de politiser ou de médiatiser les sciences, ces engagements révèlent des logiques d'appropriation triviales de la communication scientifique (Bodin, 2022). Se pose alors la question pour les chercheurs de penser les enjeux épistémologiques et éthiques d'assumer une science publique par un renversement de perspective : plutôt que de chercher à imposer le modèle scientifique au débat public, appliquer une visée politique à l'activité scientifique (Dacheux, 2019). L'attention aux formes politiques de la communication scientifique permettrait de saisir les questions de justice sociale au lieu de naturaliser ou de dissimuler les rapports de pouvoir à l'œuvre dans les rapports « sciences-société » (Dawson et Lock, 2025). Cet ouvrage espère ainsi mettre en évidence que la communication scientifique demeure, en définitive, une affaire de culture et de politique, une réalité qui impose de la (re)penser à la lumière des bouleversements sociopolitiques contemporains.

Bibliographie

Tous les liens ont été consultés et vérifiés au 25/09/2025.

Babou, I. (2004), *Le cerveau vu par la télévision*, Paris, Presses universitaires de France.

Babou, I., Le Marec, J. (2008), « Les pratiques de communication professionnelle dans les institutions scientifiques. Processus d'autonomisation », *Revue d'anthropologie des connaissances*, vol. 21, n° 1, p. 115-142. <https://doi.org/10.3917/rac.003.0115>

Bensaude-Vincent, B., Rasmussen, A. (dir.) (1997), *La science populaire dans la presse et l'édition : XIX^e et XX^e siècles*, Paris, CNRS Éditions. <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k3334579g>

Bergeron, A. (2016), « Médiation scientifique », *Arts et Savoirs*, n° 7. <https://doi.org/10.4000/aes.876>

- Bodin, C. (2022), « La mise en récit du monde social par la vulgarisation, entre logiques d'appropriation triviales et sociodécée », *Communication & langages*, vol. 214, n° 4, p. 111-125. <https://doi.org/10.3917/comla1.214.0111>
- Bodin, C., Chambru, M. (dir.) (2019), *Études de communication, langages, information, médiations*, n° 53, dossier « Fake-News! Pouvoir et conflits autour de l'énonciation publique du "vrai" ». <https://doi.org/10.4000/edc.9121>
- Boltanski, L., Maldidier, P. (1970), « Carrière scientifique, morale scientifique et vulgarisation », *Social Science Information*, 9(3), vol. 9, n° 3, p. 99-118. <https://doi.org/10.1177/053901847000900304>
- Boltanski, L., Maldidier, P. (1977), *La vulgarisation scientifique et son public : enquête sur « Science et vie »* (vol. 1-2), Paris, Centre de sociologie de l'éducation et de la culture (Cordes).
- Bonneuil, C. (2006), « Dossier Engagement public des chercheurs. Introduction. De la République des savants à la démocratie technique : conditions et transformations de l'engagement public des chercheurs », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 14, n° 3, juillet-septembre, p. 235-238. <https://doi.org/10.1051/nss:2006034>
- Bordeaux, M.-C. (2022), « Les nouvelles configurations des relations entre milieux scientifiques et milieux artistiques dans les dispositifs et projets "art-science" : promesses et impensés », *Questions de communication*, n° 41, p. 349-368. <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.28435>
- Bordeaux, M.-C., Caillet, É. (2013), « La médiation culturelle : pratiques et enjeux théoriques », *Culture & Musées. Muséologie et recherches sur la culture*, Numéro hors-série « La muséologie : 20 ans de recherche », p. 139-163. <https://doi.org/10.4000/culturemusees.749>
- Bordeaux, M.-C., Cartellier, D. (2015), « Formes et enjeux contemporains de la communication et de la culture scientifiques et techniques », *Supplément Les Enjeux de l'information et de la communication*, n° 16/3A. <https://shs.cairn.info/revue-les-enjeux-de-l-information-et-de-la-communication-2015-S1>
- Boukacem-Zeghmouri, C., Dillaerts, H. (2018), « Information scientifique et diffusion des savoirs : entre fragmentations et intermédiaires », *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, n° 15. <https://doi.org/10.4000/rfsic.5522>

- Bourdieu, P. (1976), Le champ scientifique, *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 2, n° 2. <https://doi.org/10.3406/arss.1976.3454>
- Brossard, D., Lewenstein, B. (2010), « A critical appraisal of models of public understanding of science: Using practice to inform theory », dans Kahlor, L., Stout, P. (Eds.), *Communicating Science: New Agendas in Communication* (p. 11-39). New York, Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780203867631>
- Callon, M. (1998), « Des différentes formes de démocratie technique », *Annales des Mines*, n° 9, p. 63-73.
- Caune, J. (2008), « La culture scientifique: une médiation entre sciences et société », *Lien social et Politiques*, n° 60, p. 37-48. <https://doi.org/10.7202/019444ar>
- Chambru, M. (2021), « Les controverses publiques autour des sciences: frontières, conflictualités et problèmes publics », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, vol. supplément 2021/B. <https://hal.science/hal-03620635>
- Chavot, P., Masseran, A. (2010), « (Re)penser les sciences et les techniques en Europe », *Questions de communication*, n° 17. <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.366>
- Cheveigné, S. (de) (dir.) (1997), « Sciences et médias », *Hermès, La Revue*, vol. 21, n° 1, p. 15-22. <https://doi.org/10.4267/2042/14938>
- Conceição, C. P., Ávila, P., Coelho, A. R., Costa, A. F. (2020), « European action plans for science – Society relations: changing buzzwords, changing the agenda », *Minerva*, vol. 58, n° 1, p. 1-24. <https://doi.org/10.1007/s11024-019-09380-7>
- Cuenca, C. (2018), *Une politique contemporaine du patrimoine des sciences et techniques* (édition illustrée), Paris, L'Harmattan.
- Dacheux, É. (2019), « L'émancipation, enjeu commun à la communication scientifique et à la communication politique », *Hermès, La Revue*, vol. 85, n° 3, p. 123-131. <https://doi.org/10.3917/herm.085.0123>
- Dawson, E., Lock, S. (2025), « Science communication, politics and power: Social justice perspectives », *Public Understanding of Science*, vol. 34, n° 4, p. 531-545. <https://doi.org/10.1177/09636625251330837>

- Durant, J. (1994), « What is scientific literacy? », *European Review*, vol. 2, n° 1, p. 83-89. <https://doi.org/10.1017/S106279870000922>
- Felt, U. (2010), « Vers la construction d'un public européen ? Continuités et ruptures dans le discours politique sur les cultures scientifiques et techniques » (A. Masseran & R. Casel, trad.), *Questions de communication*, vol. 17, n° 1, p. 33-58. <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.370>
- Garvey, W.P. (1979). *Communication, the essence of science: Facilitating information exchange among librarians, scientists, engineers, and students*, Oxford (New York), Pergamon Press.
- Gerhards, J., Schäfer, M. (2009), « Two normative models of science in the public sphere. Human genome sequencing in German and US mass media », *Public Understanding of Science*, n° 18, p. 437-451. <https://doi.org/10.1177/0963662507082891>
- Gingras, Y., Gemme, B. (2006), « L'emprise du champ scientifique sur le champ universitaire et ses effets », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 164, n° 4, p. 51-60. <https://doi.org/10.3917/arss.164.0051>
- Hagstrom, W.O. (1975), *The Scientific Community* (reédition, 1965), Carbondale Edwardsville, Southern Illinois University Press.
- Hert, P., Paul-Cavallier, M. (2007), *Sciences et frontières: Délimitations du savoir, objets et passages*. Fernelmont, Éditions modulaires européennes.
- Irwin, A. (2010), « Se confronter à l'engagement : discussion autour de trois perspectives critiques » (P. Chavot et A. Masseran, trad.), *Questions de communication*, vol. 17, n° 1, p. 107-128. <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.376>
- Irwin, A., Wynne, B. (Eds.) (1996), *Misunderstanding science? The public reconstruction of science and technology*, Cambridge, Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511563737>
- Jacobi, D. (1999), *La communication scientifique. Discours, figures, modèles*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- Jacobi, D., Schiele, B. (1988), *Vulgariser la science. Le procès de l'ignorance*, Seyssel, Champ Vallon Éditions.
- Jeanneret, Y. (1994), *Écrire la science. Formes et enjeux de la vulgarisation*, Paris, Presses universitaires de France.

- Joux, A. (dir.) (2023), *La science pour le journaliste*, Paris, L'Harmattan.
- Jurdant, B. (1969), « Vulgarisation scientifique et idéologie », *Communications*, vol. 14, n° 1, p. 150-161. <https://doi.org/10.3406/comm.1969.1203>
- Jurdant, B. (1993), « Popularization of science as the autobiography of science », *Public Understanding of Science*, vol. 2, n° 4, p. 365-373.
- Jurdant, B. (2009), *Les problèmes théoriques de la vulgarisation scientifique*, Paris, Archives contemporaines Éditions.
- Laügt, O. (1998), « Former à la communication de la science : enjeux et pratiques en Europe », *Communication et organisation. Revue scientifique francophone en Communication organisationnelle*, n° 14. <https://doi.org/10.4000/communicationorganisation.2091>
- Le Marec, J. (2002), « Situations de communication dans la pratique de recherche : du terrain aux composites », *Études de communication, langages, information, médiations*, n° 25. <https://doi.org/10.4000/edc.831>
- Le Marec, J., Babou, I. (dir.) (2005), *Sciences, médias et société : colloque*, École normale supérieure lettres et sciences humaines, Lyon 15, 16, 17 juin 2004 (p. 335), ENS LSH. <https://science-societe.fr/colloque-%C2%AB-sciences-medias-et-societe-%C2%BB/>
- Lefebvre, M. (dir.) (2025), « Les interactions sciences et société en France et au Québec. Identités narratives des chercheurs et traditions de recherche en SHS », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, X.
- Lefebvre, M., Jolivet, A.-C. (dir.) (2020), *Des patrimoines en action : Mise en mémoire des activités scientifiques 1880-2016*, Toulouse, Presses universitaires du Midi.
- Lemerle, S. (2021), « La Semaine du cerveau à Paris (2014-2017) : étude sur les contraintes de la vulgarisation des neurosciences », *Sociologie*, vol. 12, n° 2, p. 129-147.
- Lévy-Leblond, J.-M. (avec Masse, F.). (1986), *Mettre la science en culture*, Anais.
- Lipani, M.-C., Pascal, C. (2020), « Quand la médiatisation de savoirs "savants" et des chercheur·e·s interroge le sens de la science », *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, n° 20. <https://doi.org/10.4000/rfsic.9333>

- Macq, H., Tancoigne, É., Strasser, B.J. (2020), « From deliberation to production: public participation in science and technology policies of the European Commission (1998-2019) », *Minerva*, vol. 58, n° 4, p. 489-512. <https://doi.org/10.1007/s11024-020-09405-6>
- Maleki, K. (2014), « Espace public et culture scientifique », *Sciences de la société*, n° 91. <https://doi.org/10.4000/sds.1456>
- Miller, J. D. (1983), « Scientific literacy: A conceptual and empirical review », *Daedalus*, vol. 112, n° 2, p. 29-48.
- Millerand, F. (2021), « La participation citoyenne dans les sciences participatives : formes et figures d'engagement », *Études de communication. Langages, information, médiations*, n° 56, p. 21-38. <https://doi.org/10.4000/edc.11360>
- Moles, A. Oulif, J. (1967), « Le troisième homme. Vulgarisation scientifique et radio », *Diogène*, n° 58, avril-juin, p. 29-40.
- Pailliant, I. (dir.) (2005), *La publicisation de la science : Exposer, communiquer, débattre, publier, vulgariser : hommage à Jean Caune*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- Poupardin, E., Faury, M. (2018), « Écrire dans un carnet Hypotheses.org : l'inscription d'une pratique de communication dans l'activité de recherche », *Revue française des sciences de l'information et de la communication*. <https://shs.hal.science/halshs-02153505>
- Quet, M. (2014), « Pour une approche communicationnelle des enjeux scientifiques et techniques », *Canadian Journal of Communication*, vol. 39, n° 4, p. 651-662. <https://doi.org/10.22230/cjc.2014v39n4a2739>
- Raichvarg, D., Jacques, J. (1991), *Savants et Ignorants. Une histoire de la vulgarisation des sciences*, Paris, Éditions du Seuil.
- Rasse, P. (2001), « La médiation scientifique et technique entre vulgarisation et espace public », *Quaderni*, vol. 46, n° 1, p. 73-93. <https://doi.org/10.3406/quad.2001.1512>
- Roqueplo, P. (1981), *Le partage du savoir. Science, culture, vulgarisation*, Paris, Éditions du Seuil.
- Schiele, B. (1983), « Les enjeux cachés de la vulgarisation scientifique », *Communication. Information Médias Théories*, vol. 5, n° 2, p. 156-185. <https://doi.org/10.3406/comin.1983.1247>
- Schöpfel, J. (dir.) (2008), *La Publication scientifique. Analyses et perspectives*, Paris, Hermès Science Publications.

- Snow, C. P. (1959), *The Two Cultures*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Van der Auweraert, A. (2005), « The science communication escalator », dans Steinhilber, N., *Advancing science and society interactions: Proceedings of the 2nd International Living Knowledge Conference*, Seville, Spain, 3-5 February 2005 (p. 237-241). International Living Knowledge Conference, Bonn. Wiss.-Laden.
- Véron, É. (1997), « Entre l'épistémologie et la communication », *Hermès, La Revue*, vol. 21, n° 1, p. 23-32. <https://doi.org/10.3917/herm.021.0023>
- Weingart, P., Joubert, M., Connaway, K. (2021), « Public engagement with science – Origins, motives and impact in academic literature and science policy », *PLOS One*, vol. 16, n° 7, e0254201. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0254201>
- Wynne, B. (1993), « Public uptake of science: a case for institutional reflexivity », *Public Understanding of Science*, vol. 2, n° 4, p. 321-337. <https://doi.org/10.1088/0963-6625/2/4/003>

Table des matières

Liste des contributeurs et contributrices	5
--	---

Introduction	9
MIKAËL CHAMBRU, MURIEL LEFEBVRE ET ELSA POUPARDIN	

La science conquise par la communication	10
Une emprise de la vulgarisation scientifique	12
Le succès des modèles de communication scientifique	14
Le modèle du déficit	14
Les modèles participatifs	16
Une communication scientifique en mutation	19
Bibliographie	22

173

Chapitre 1

Les politiques publiques de la communication scientifique	29
PHILIPPE CHAVOT ET ANNE MASSERAN	

Histoire des politiques de la culture scientifique et technique (CST) des années 1980 à 2010	31
Crises multiformes et mises en politique de la CST	31
Reconfiguration de la politique de la CST dans une « société du risque » ...	35
Évolutions et perspectives des politiques et action de CST : vers un changement de paradigme ?	38
Rôle des politiques européennes dans la mise en place du programme Science avec et pour la société	39
La place des universités dans la politique de CST	42
De nouvelles façons de promouvoir la science ? Le spectacle et le chercheur	44
Conclusion	47
Bibliographie	49

Chapitre 2

La communication scientifique des chercheurs	53
GABRIEL GALLEZOT ET ELSA POUPARDIN	
La communication au sein de la communauté scientifique ?	55
La science ouverte	56
Une communication fragmentée	59
La « plateformes » de la communication des chercheurs	60
La réintermédiation	61
La datafication	62
Création de nouveaux rapports de production	63
La communication des chercheurs : vulgarisation, médiation, valorisation ou communication institutionnelle ?	65
La redéfinition du rôle du chercheur : entre expert scientifique et communicant	65
La communication scientifique du chercheur et l'intégrité scientifique	67
Une communication scientifique élargie	69
La place des nouvelles techniques et de l'intelligence artificielle	70
Conclusion	70
Bibliographie	72

174

Chapitre 3

La médiatisation des sciences	77
FRANÇOIS ALLARD-HUVER ET ANNE PIPONNIER	
Espaces, temps et supports de la médiatisation	78
L'évolution des espaces de médiatisation des sciences	78
Des supports historiques aux médias socio-numériques	81
Un contexte économique et culturel en tension	83
Les principaux acteurs médiatiques	84
Quelle est la place des journalistes scientifiques ?	85
L'arrivée de nouveaux médiateurs hybrides : chercheurs-experts médiatiques et « créateurs de contenu scientifiques vulgarisés »	88
Les publics de la médiatisation	90
Conclusion	92
Bibliographie	93

Chapitre 4

Les sciences dans le débat public 97

GRÉGOIRE MOLINATTI ET VINCENT CARLINO

Médiatisations des sciences en société et débat public médiatique 98

Problèmes publics de sciences, espaces et dispositifs institués de débat public 101

Concertation et contestation en tension : la question de l'engagement
dans et par l'enquête 104

Conclusion 108

Bibliographie 109

Chapitre 5

La vulgarisation scientifique sur les plateformes numériques 113

GUYLAINE GUÉRAUD-PINET ET MÉLANIE LE FORESTIER

Acteurs et pratiques 114

Caractéristiques des chaînes de vulgarisation scientifique
sur YouTube 114

Les créateurs de contenus de vulgarisation scientifique sur Internet 116

Une pluralité de formats et de discours 118

Les formats de la vulgarisation sur le web : du blog à la vidéo 118

Une représentation différente des disciplines scientifiques 120

Entre compréhension et légitimité : la « connaissance scientifique »
au cœur des vidéos de vulgarisation ? 121

Une forme médiatique renouvelée 123

Entre discours de médiation et discours de vulgarisation ? 124

Renouvellement du genre audiovisuel de vulgarisation :
des formats multiples 125

YouTube : un dispositif qui contribue à l'engagement du public 126

Conclusion 128

Bibliographie 129

Chapitre 6

Les nouvelles formes culturelles de la communication scientifique 133

JULIA BONACCORSI ET CAMILLE JUTANT

Renouvellement des frontières entre didactique et imaginaire 135

Documenter et rendre compte 135

Renforcer les savoirs 136

Changer les rôles, transformer la société 137

Renouvellement des frontières entre art et sciences 138

Favoriser l'intercompréhension.....	138
Questionner le rôle de la science en société.....	139
Actualiser le regard sur les modalités de diffusion de la science.....	140
Renouvellement des frontières entre savant et politique	141
Repolitiser les savoirs.....	141
Démocratiser la science.....	142
Conclusion	143
Bibliographie	144

Chapitre 7

La mise en exposition des sciences	147
---	-----

MARIE-CHRISTINE BORDEAUX ET DANIEL JACOBI

Musée, exposition et communication scientifique	148
Deux modèles historiques de l'exposition des sciences.....	149
L'exposition scientifique considérée comme un média.....	151
Des formes muséographiques spécifiques?.....	152
Deux questions anciennes qui ressurgissent avec les dispositifs numériques : l'immersion et l'interaction.....	156
La figurabilité des concepts scientifiques.....	157
Exposition et espace public scientifique	160
L'exposition scientifique dans son contexte social.....	160
Controverses au musée et contestations du musée.....	161
Un musée polyphonique?.....	162
La confrontation à la critique politique.....	163
Conclusion	163
Bibliographie	164

Conclusion	167
-------------------------	-----

MIKAËL CHAMBRU, MURIEL LEFEBVRE ET ELSA POUPARDIN